Num. 31

GAZZETTA UFFICIALE DEL REGNO D'ITALIA

1864

Torino dalla Tipografia G. Favale e C., via Bertola, n. 21. — Provincie con mandati postali affrancati (Milano e Lombardia anche presso Brigola). Fuori Stato alle Direzioni postali.

Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato. — Le associazioni hanno principio col 1° e col 16 di ogni mese.
Inserzioni 25 cent. per linea o spazio di linea.

PREZZO D'ASSOCIAZIONE		Anno	Semestre	Trimestre
Per Torino	L.	40	21	11
» Provincie del Regno	»	48	25	13
» Svizzera	»	56	30	16
» Roma (*franco ai confini*)	»	50	26	14

TORINO, Venerdì 5 Febbraio

PREZZO D'ASSOCIAZIONE		Anno	Semestre	Trimestre
Stati Austriaci e Francia	L.	80	46	26
— detti Stati per il solo giornale senza i Rendiconti del Parlamento	»	58	30	16
Inghilterra e Belgio	»	120	70	36

OSSERVAZIONI METEOROLOGICHE FATTE ALLA SPECOLA DELLA REALE ACCADEMIA DI TORINO, ELEVATA METRI 275 SOPRA IL LIVELLO DEL MARE.

Data	Barometro a millimetri			Termomet. cent. unito al Barom.			Term. cent. espost. al Nord			Minim. della notte	Anemoscopio			Stato dell'atmosfera		
	m. o. 9	mezzodì	sera o. 3	matt. ore 9	mezzodì	sera ore 3	matt. ore 9	mezzodì	sera ore 3		matt. ore 9	mezzodì	sera ore 3	matt. ore 9	mezzodì	sera ore 3
4 Febbraio	740,16	739,10	737,74	+ 1,2	+ 9.2	+13.5	+ 2 4	+ 7.0	+ 7,5	— 3,0	S.O.	O.S.O.	S.O.	Nug. sottili	Sereno con vap.	Annuvolato

PARTE UFFICIALE

TORINO, 4 FEBBRAIO 1864

—

Il N.1649 della Raccolta ufficiale delle Leggi e dei Decreti del Regno d'Italia contiene la seguente Legge:

VITTORIO EMANUELE II

Per grazia di Dio e per volontà della Nazione

RE D'ITALIA.

Il Senato e la Camera dei Deputati hanno approvato,

Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Articolo unico.

Il Governo del Re è incaricato a dare piena ed intera esecuzione alla Convenzione di navigazione ed al Trattato di commercio conchiusi colla Francia e firmati in Parigi il 13 giugno 1862 e 17 gennaio 1863.

Ordiniamo che la presente, munita del Sigillo dello Stato, sia inserta nella Raccolta ufficiale delle Leggi e dei Decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come Legge dello Stato.

Dat. a Torino, addì 24 gennaio 1864.

VITTORIO EMANUELE.

VISCONTI VENOSTA.

VITTORIO EMANUELE II

Per grazia di Dio e per volontà della Nazione

RE D'ITALIA

A tutti coloro che le presenti vedranno, salute:

Una Convenzione di navigazione essendo stata conchiusa tra Noi e Sua Maestà l'Imperatore dei Francesi, e sottoscritta dai rispettivi Plenipotenziari a Parigi addì tredici del mese di giugno mille ottocento sessantadue

Quale Convenzione è del tenore seguente:

Sa Majesté le Roi d'Italie et Sa Majesté l'Empereur des Français, animés d'un égal désir de contribuer au développement des relations commerciales et maritimes entre les deux pays, en assurant à leurs pavillons respectifs la jouissance d'un régime réciproquement avantageux, ont résolu de conclure à cet effet une Convention, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi d'Italie, monsieur le Chevalier Constantin Nigra, Grand Officier de son Ordre religieux et militaire des Saints Maurice et Lazare, Commandeur de l'Ordre Impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur des Français; et monsieur le professeur Antoine Scialoia, Commandeur de son Ordre religieux et militaire des Saints Maurice et Lazare, Chevalier de l'Ordre civil de Savoie, etc., etc., Député au Parlement national et Secrétaire Général de son Ministère des Finances;

Et Sa Majesté l'Empereur des Français, monsieur Edouard Antoine Thouvenel, Sénateur de l'Empire, Grand'Croix de son Ordre Impérial de la Légion d'honneur, de l'Ordre religieux et militaire des Saints Maurice et Lazare, etc., etc., son Ministre et Secrétaire d'Etat au département des Affaires Etrangères; et monsieur Rouher, Sénateur de l'Empire, Grand'Croix de son Ordre Impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., son Ministre et Secrétaire d'Etat au département de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1. Il y aura pleine et entière liberté de commerce et de navigation entre les habitants des deux pays; ils ne paieront point pour exercer leur commerce ou leur industrie dans les ports, villes ou lieux quelconques de deux Etats, soit qu'ils s'y établissent, soit qu'ils y résident temporairement, ou ne fassent que les traverser, à titre de commis-marchands ou commis-voyageurs, de patentes, taxes ou impôts, sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui se percevront sur les nationaux; et les priviléges, immunités et autres faveurs quelconques dont jouissent, pour l'exploitation du commerce ou de l'industrie, les citoyens de l'un des deux Etats, seront communs à ceux de l'autre.

Art. 2. Les navires français venant directement des ports de France avec chargement, et sans chargement de tout port quelconque, ne paieront, dans les ports de l'Italie, soit à l'entrée, soit à la sortie, soit durant leur séjour, d'autres ni de plus forts droits de tonnage, de pilotage, de balisage, de quai, de quarantaine, de port, de phare, de courtage, d'expédition et d'autres charges qui pèsent sur la coque du navire, sous quelque dénomination que ce soit, perçus au profit de l'Etat, des Communes des Corporations locales, de Particuliers ou Etablissements quelconques, que ceux dont sont ou seront passibles, en Italie, les navires italiens venant des mêmes lieux ou ayant la même destination.

Par réciprocité les navires italiens venant directement des ports de l'Italie avec chargement, et sans chargement de tout port quelconque, dans les ports de France, seront assimilés, soit à l'entrée, soit à la sortie, soit durant leur séjour, aux navires français pour tous les droits ou charges quelconques portant sur la coque du navire.

Art. 3. En tout ce qui concerne le placement des navires, leur chargement et leur déchargement dans les ports, rades, hâvres et bassins, et généralement pour toutes les formalités et dispositions quelconques auxquelles peuvent être soumis les navires de commerce, leurs équipages et leurs cargaisons, il ne sera accordé aux navires nationaux, dans l'un de deux Etats, aucun privilége, ni aucune faveur qui ne le soit également aux navires de l'autre Puissance; la volonté des Hautes Parties contractantes étant que, sous ce rapport aussi, les bâtiments italiens et les bâtiments français soient traités sur le pied d'une parfaite égalité.

Art. 4. Seront respectivement considérés comme navires italiens ou français ceux qui, naviguant sous le pavillon de l'un des deux Etats, seront possédés et enregistrés selon les lois du pays, et munis de titres et patentes régulièrement délivrés par les Autorités compétentes.

Art. 5. Tous les produits et autres objets de commerce dont l'importation ou l'exportation pourra légalement avoir lieu dans les Etats de l'une des Hautes Parties contractantes par navires nationaux, pourront également y être importés, sauf paiement des surtaxes différentielles de douane à l'entrée, ou en être exportés librement par des navires de l'autre Puissance.

Les marchandises importées dans les ports d'Italie ou de France par les navires de l'une ou de l'autre Puissance pourront y être livrées à la consommation, au transit ou à la réexportation, ou, enfin, être mises en entrepôt au gré des propriétaires ou de leurs ayant cause; le tout sans être assujéti à des droits de magasinage, de vérification, de surveillance ou autres charges de même nature, plus forts que ceux auxquels seront soumises les marchandises apportées par navires nationaux.

Art. 6. Les marchandises de toute nature importées directement d'Italie en France sous pavillon italien, et, réciproquement, les marchandises de toute nature importées directement de France en Italie sous pavillon français, jouiront des mêmes exemptions, restitutions de droits, primes ou autres faveurs quelconques; elles ne paieront respectivement d'autres ni de plus forts droits de douane, de navigation ou de péage, perçus au profit de l'Etat, des Communes, des Corporations locales, de Particuliers ou d'Etablissements quelconques, et ne seront assujéties à aucune autre formalité que si l'importation en avait lieu sous pavillon national.

Art. 7. Les marchandises de toute nature qui seront exportées de l'Italie par navires français, ou de France par navires italiens, pour quelque destination que ce soit, ne seront pas assujéties à d'autres droits ni formalités de sortie que si elles étaient exportées par navires nationaux, et elles jouiront sous l'un et l'autre pavillon de toutes primes et restitutions de droit, ou autres faveurs qui sont ou seront accordées, dans chacun des deux pays, à la navigation nationale.

Art. 8. Il est fait exception aux stipulations de la présente Convention en ce qui concerne les avantages dont les produits de la pêche nationale sont ou pourront être l'objet dans l'un ou l'autre pays.

Art. 9 Les navires français entrant dans un port de l'Italie, et, réciproquement, les navires italiens entrant dans un port de France, et qui n'y viendraient décharger qu'une partie de leur cargaison, pourront, en se conformant, toutefois, aux lois et réglements des Etats respectifs, conserver à leur bord la partie de la cargaison qui serait destinée à un autre port, soit du même pays, soit d'un autre, et la réexporter, sans être astreints à payer pour cette dernière partie de leur cargaison aucun droit de douane, sauf ceux de surveillance, lesquels, d'ailleurs, ne pourront naturellement être perçus qu'aux taux fixés pour la navigation nationale.

Art. 10. Les capitaines et patrons des bâtiments italiens et français seront réciproquement exempts de toute obligation de recourir, dans les ports respectifs des deux Etats, aux expéditionnaires officiels.

Art. 11. Seront complètement affranchis des droits de tonnage et d'expédition dans les ports respectifs:

1. Les navires qui, entrés sur lest, de quelque lieu que ce soit, en repartiront sur lest;

2. Les navires qui, passant d'un port de l'un des deux Etats dans un ou plusieurs ports du même Etat, soit pour y déposer toute ou partie de leur cargaison, soit pour y composer ou compléter leur chargement, justifieront avoir déjà acquitté ces droits;

3. Les navires qui, entrés avec chargement dans un port, soit volontairement, soit en relâche forcée, en sortiront sans avoir fait opération de commerce.

Ne seront pas considérés, en cas de relâche forcée, comme opérations de commerce, le débarquement et le rechargement des marchandises pour la réparation du navire, le transbordement sur un autre navire, en cas d'innavigabilité du premier, les dépenses nécessaires au ravitaillement des équipages, et la vente des marchandises avariées, lorsque l'Administration des douanes en aura donné l'autorisation.

Art. 12. Les navires français à vapeur sont autorisés à faire, soit la navigation d'escale, soit la navigation de côtes ou de cabotage dans tous les Etats de terre-ferme et dans les îles de Sardaigne et de Sicile, qui constituent le royaume d'Italie, sans être assujétis à d'autres ou à de plus forts droits que ceux qui sont imposés aux navires nationaux.

Par réciprocité, les navires italiens à vapeur sont autorisés à faire, soit la navigation d'escale, soit la navigation de côtes ou de cabotage dans tous les ports français de la Méditerranée, y compris ceux de l'Algérie, sans être assujétis à d'autres ou à de plus forts droits que ceux qui sont imposés aux navires nationaux.

Art. 13. Les navires italiens venant des possessions britanniques en Europe seront traités comme les navires français venant des mêmes possessions.

Art. 14. Les navires français faisant l'intercourse entre les ports italiens et l'Algérie, seront en tout, en Italie, placés sur la même ligne que les bâtiments français se livrant à l'intercourse directe entre les ports français et les ports italiens.

Les navires italiens employés à la même intercourse jouiront, dans les ports de l'Algérie, d'une réduction de 50 pour 0/0 sur le taux général des droits de tonnage.

Le droit de patente, actuellement imposé aux pêcheurs de corail italiens sur les côtes de l'Algérie, est réduit de moitié.

Art. 15. En tout ce qui concerne les droits de navigation, les deux Hautes Parties contractantes se promettent réciproquement de n'accorder aucun privilége, faveur ou immunité à un autre Etat qui ne soit aussi, et à l'instant même, étendue à leurs sujets respectifs.

Art. 16. La présente Convention sera soumise à l'approbation du Parlement italien.

Art. 17. La présente Convention restera en vigueur pendant douze années, à partir du jour de l'échange des ratifications. Dans les cas où aucune des deux Hautes Parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant la fin de la dite période, son intention d'en

APPENDICE

RIVISTA BIBLIOGRAFICA

Dell'arte d'esser felice, etica nuova di G. Ricciardi deputato al Parlamento Italiano. In Napoli presso i fratelli Morano, 1863.

Della vita e degli scritti del conte Alberto Della Marmora, memorie di Pietro Martini, Cagliari, Tip. di A. Timon. 1863.

Della vita e delle opere del conte Alberto Ferrero Della Marmora, per Giorgio Briano. Torino 1863, *Tipografia G. Favale e Comp.*

La felicità! È una fata morgana nel deserto della vita, dietro cui inutilmente s'affanna la misera stirpe d'Adamo. È una vana parola, che rappresenta soltanto le illusioni cui la nostra mente si va creando con faticoso diletto, per avere poi sempre la troppo cruda amarezza di vederle smentite dalla realtà.

Dove sei tu o misterioso Nume, che ne attrai, e pure ti vai involando ad ogni ricerca, ad ogni desiderio? Forse nella scienza? Sublimi al certo sono i conforti che questa ci porge e inapprezzabili i diletti suoi, a sì caro costo di studii e di tormenti acquistati; ma al fondo della scienza umana v'è pure l'amarezza del disinganno, e il Fausto, dopo avere spremuto tutto lo scibile per trarne l'ultimo motto, si trova pur sempre innanzi all'ironico scetticismo di Mefistofele. Troppo è debole la nostra mano per potere squarciare il velo che le prime verità ci nasconde, impotente l'occhio dell'intelligenza mortale a penetrare le tenebre dell'ignoto che ci premono d'ogni parte; onde lo spirito, dopo avere spaziato nelle serene regioni dell'idea, ricade stanco e sfiduciato sulla terra, dalla cui materialità è avvinto.

O forse nelle audaci lotte sei tu dell'ambizione? Aimè! Ostico torna a chi v'appressi le labbra il calice dell'orgoglio e della potenza; dolorose sono le vittorie in quelle aspre lotte da cui la carità è sbandita; ed a sopraggiungere non tarda la delusione, poscia il fastidio, quando pur non gli vadan compagni la colpa ed il rimorso.

Vi ha un'epoca nella vita di ciascheduno, in cui questa felicità pare che vi sorrida in mezzo alle smaglianti gioie dell'amore. Ma sciagurati che siamo! Anche quegli splendidi frutti che vagheggiamo in questa vana sembianza di paradiso terreno, sono come i pomi della terra maledetta. Mordeteci dentro con avida brama, e li troverete pieni di cenere. I brevi istanti di gioia dall'amore donatici vengono a usura scontati, allorchè ci avvediamo non essere le immagini della nostra fantasia se non vane ombre senza corpo, e all'idea purissima non corrispondere la realtà.

O forse sarà felice chi corre dietro ai sensuali diletti, e scevro d'ogni alto pensiero, d'ogni nobile cura, tutto oblia per immergersi nelle voluttà della materia? Ma queste offuscano la luce dell'intelletto, degradano l'uomo, lo spingono traverso la sazietà all'abbrutimento, e la via ridente di fiori mette capo a una sterile landa aspra di triboli e spine:

Medio de fonte leporum
Surgit aliquid, quod in ipsis floribus angat.

Tutti abbiamo talora con Giobbe maledetto alla vita. Più progrediamo in essa, e più ci avvediamo che questa nostra esistenza e questa nostra natura non sono tali che possiamo essere felici in esse e per esse; e che se l'istintivo irrefrenabile desiderio, che ne abbiamo nell'anima, dinota essere pur l'uomo destinato ad asseguire una beatitudine, questa non è da ricercarsi nella condizione presente, su questa misera aiuola della terra.

Eppure il signor Ricciardi, animoso s'accinse alla ricerca di questa pietra filosofale, di questa quadratura del circolo, e credette essere pervenuto allo scioglimento del gran quesito. Onde, da buon concittadino e da bravo umanitario, qual esso è, non volle che la sua patria e il mondo rimanessero privi più oltre della meravigliosa ricetta, la quale deve cambiare la vita mortale in un nuovo Eden riedificato e riaperto all'umanità.

Questa famosa ricetta il Ricciardi pubblicò a Napoli in sullo scorcio dell'anno passato, nel sesto di un libricciolo, col titolo superbo di *etica nuova*.

Abbiamo percorso avidamente il lusinghiero opuscolo; ma fu di esso, per noi, come di tutte le speranze terrene. Al fondo dell'ultima pagina, ci siamo trovati con in pugno nient'altro che una delusione. Anzi tutto, l'epiteto di *nuova* vi è tanto ingiustamente ambizioso che riesce ad essere inesatto. Non ci trovammo di nuovo nulla; non una idea, non una verità (chè di verità ce ne sono pure là dentro), non un errore (dei quali se ne incontrano a fusone), neppure la salsa con cui questi pensieri ed osservazioni e consigli, vecchi come il mondo, sono cucinati e presentati al lettore. Non vi è esposto un sistema filosofico, non una sembianza di dottrina; non vi è neppure una condotta logica e razionale dell'opera nella trattazione dell'argomento; e la morale, quella che appunto si volle desse il titolo all'opuscolo, in alcune pagine viene zoppicando, per dar passata a certi avvisi, i quali non sappiamo quanto potrebbero conferire alla vera felicità umana: sianvi ad esempio alcuni suggerimenti che si trovano là dove si parla dell'amor terreno; a meno che in ciò appunto non debba consistere la novità di codesta etica, cioè nell'offendere i dettati suoi.

Non rimprovereremo oltre all'autore la mancanza d'idee precise, sode, profonde, quella di cognizioni, che sarebbero state necessarie a svolgere a dovere l'argomento, delle scienze sociali e morali, la confusione dell'ordine e la puerilità dei concetti che si trovano nel suo libro; ma, poichè abbiamo udito il medesimo signor Ricciardi far tante volte pubblico lagno perchè oggidì in Italia si scrivesse con sì povera lingua e con sì disadatto stile, gli muoveremo rimprovero della trascuratezza della sua forma, dell'insufficienza letteraria del suo dettato, mentre avrebbe dovuto pubblicare, a fare accompagnatura alle sue giuste rampogne, un vero modello di buona lingua e di acconcio stile, ad edificazione ed esempio de'suoi connazionali che metton mano alla penna.

faire cesser les effets, elle demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année, à partir du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncée.

Les Hautes Parties contractantes se réservent la faculté d'introduire, d'un commun accord, dans cette Convention toutes modifications qui ne seraient pas en opposition avec son esprit ou ses principes et dont l'utilité serait démontrée par l'expérience.

Art. 18. Les stipulations qui précèdent seront exécutoires dans les deux Etats immédiatement après l'échange des ratifications.

Art. 19. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Paris aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs Armes.

Fait à Paris, en double expédition, le 13 juin de l'an de grâce 1862.

(L. S.) Nigra.
(L. S.) Scialoia.
(L. S.) A. Thouvenel.
(L. S.) M. Rouher.

Noi avendo veduto ed esaminato la qui sovrascritta Convenzione, l' abbiamo approvata in ogni e singola sua parte, epperciò per le presenti l'accettiamo, ratifichiamo e confermiamo, promettendo di osservarla e di farla osservare inviolabilmente. In fede di che Noi abbiamo firmato di Nostra mano le presenti lettere di ratificazione, e vi abbiamo fatto apporre il Nostro Reale Sigillo. Date dal Reale Palazzo di Torino addì ventidue del mese di giugno l'anno del Signore mille ottocento sessantadue e del Regno Nostro il Decimoquarto.

VITTORIO EMANUELE.
Per parte di S. M. il Re
Il Ministro Segretario di Stato per gli Affari Esteri
Giacomo Durando.

VITTORIO EMANUELE II

Per grazia di Dio e per volontà della Nazione

RE D'ITALIA

A tutti coloro che le presenti vedranno, salute!

Un Trattato di commercio essendo stato conchiuso tra l'Italia e la Francia, e dai rispettivi Plenipotenziari sottoscritto a Parigi addì diciassette del mese di gennaio del corrente anno mille ottocento sessantatre;

Trattato del tenore seguente:

Sa Majesté le Roi d'Italie et Sa Majesté l'Empereur des Français également animés du désir de resserrer les liens d'amitié qui unissent les deux peuples, et voulant améliorer et étendre les relations commerciales entre leurs États respectifs, ont résolu de conclure un Traité à cet effet, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi d'Italie, M. le Chevalier Constantin Nigra, Grand Officier de son Ordre religieux et militaire des Saints Maurice et Lazare, Commandeur de l'Ordre Impérial de la Légion d'honneur, etc. etc., son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur des Français; et M. le professeur Antoine Scialoia, Sénateur du royaume, Grand Officier de son Ordre religieux et militaire des Saints Maurice et Lazare, Chevalier de l'Ordre du mérite civil de Savoie, etc. etc.;

Et Sa Majesté l'Empereur des Français, M. Drouyn de Lhuys, Grand'Croix de son Ordre Impérial de la Légion d'honneur, de l'Ordre religieux et militaire des Saints Maurice et Lazare, etc., son Ministre et Secrétaire d'État au département des affaires étrangères; et M. Rouher, Sénateur de l'Empire, Grand'Croix de son Ordre Impérial de la Légion d'honneur, etc. etc., son Ministre et Secrétaire d'Etat au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1. Les objets d'origine ou de manufacture italienne énumérés dans le tarif *A* joint au présent Traité, et importés directement, par terre ou par mer, sous pavillon italien ou français, seront admis en France aux droits fixés par ledit tarif, tous droits additionnels compris.

Art. 2. Les objets d'origine ou de manufacture française énumérés dans le tarif *B* joint au présent Traité, et importés directement par terre ou par mer, sous pavillon italien ou français, seront admis en Italie aux droits fixés par ledit tarif, tous droits additionnels compris.

Art. 3. Les droits à l'exportation de l'un des deux Etats dans l'autre sont modifiés conformément aux tarifs *C* et *D*, annexés au présent Traité.

Art. 4. Il est convenu entre les Hautes Parties contractantes que les charges supportées par les producteurs français, soit pour les droits grévant à l'intérieur leurs produits ou les matières dont leurs produits sont fabriqués, soit pour une surveillance, un contrôle ou un exercice administratif établi sur leur production, pourront être compensées par des surtaxes complémentaires équivalentes sur les produits similaires d'origine ou de manufacture italienne.

En cas de suppression, de diminution ou d'augmentation des droits ou des charges mentionnées dans cet article, les surtaxes seront supprimées, réduites ou augmentées proportionnellement.

Par effet de l'application de ces principes les produits italiens ci-dessous énumérés seront assujétis aux surtaxes suivantes à leur importation en France:

Sel ammoniac (hydrochlorat d'ammoniaque)	Fr.	10	»	100 kil.
Sulfat de soude, anhydre contenant en nature plus de 25 0/0 de sel:				
Pur	»	6	»	id.
Impur	»	5	40	id.
Soude artificielle brute, ne tirant pas au *minimum* 30 degrés	»	4	35	id.
Carbonate de soude (sel de soude), ne tirant pas au *minimum* 60 degrés	»	11	»	id.
Soude artificielle brute (tirant au moins 30 degrés	»	»	40	id.
Cristaux de soude (carbonate de soude cristallisé)	»	»	40	id.
Sulfate de soude:				
Impur Anhydre ne contenant pas en nature plus de 25 0/0 de sel	»	»	55	id.
Cristallisé ou hydraté	»	»	20	id.
Pur. Anhydre ne contenant pas en nature plus de 25 0/0 de sel	»	»	60	id.
Cristallisé ou hydraté	»	»	25	id.
Sulfite de soude	»	»	60	id.
Sel de soude (carbonate de soude) tirant au moins 60 degrés	»	1	10	id.
Acyde hydroclorique (acide muriatique)	»	»	30	id.
Chlorure de chaux	»	»	75	id.
Chlorate de potasse	»	6	60	id.
Chlorure de magnésium	»	»	40	id.
Outremer factice	»	»	65	id.
Soude de varech	»	»	15	id.
Salin de betteraves	»	»	10	id.
Sel d'étain	»	»	30	id.
Soude caustique	»	1	10	id.
Bicarbonate de soude	»	»	70	id.
Silicate de soude:				
Anhydré	»	»	70	id.
Cristallisé ou hydraté	»	»	35	id.
Aluminate de soude	»	»	70	id.
Hyposulfite de soude	»	»	30	id.
Acétate de soude:				
Anydré	»	»	50	id.
Cristallisé ou hydraté	»	»	30	id.
Alcool pur, liqueurs, eaux-de-vie, en bouteilles	»	90	»	l'hect.
Bière	»	2	40	id.
Vernis à l'esprit de vin, par hectolitre d'alcool pur contenu dans le vernis	»	90	»	id.

Il est entendu que les sucres bruts et les sucres raffinés ne sont pas compris dans cette nomenclature parceque les droits de douane fixés à l'importation de ces produits comprennent l'impôt de consommation, dont ils sont grevés actuellement en France.

Il demeure, en outre, convenu que si des drawbacks étaient accordés à des produits de fabrication française, les droits qui grèvent les produits d'origine ou de fabrication italienne pourront être augmentés s'il y a lieu, d'une surtaxe égale au montant de ces drawbacks.

Les drawbacks qui seraient établis à l'exportation des produits français ne pourront être que la représentation exacte des droits d'accise grevant les dits produits ou les matières dont ils sont fabriqués.

Art. 5. L'Italie jouira des mêmes droits que ceux qui sont réservés à la France par l'article précédent.

Art. 6. Si l'une des Hautes Parties contractantes juge nécessaire d'établir un droit nouveau d'accise ou de consommation, ou un supplément de droit sur un article de production ou de fabrication nationale compris dans les tarifs annexés au présent Traité, l'article similaire étranger pourra être immédiatement grevé à l'importation d'un droit égal.

Art. 7. Les marchandises de toute nature, originaires de l'un des deux pays et importées dans l'autre, ne pourront être assujéties à des droits d'accise ou de consommation supérieurs à ceux qui grèvent ou grèveraient les marchandises similaires de production nationale. Toutefois, les droits à l'importation pourront être augmentés des sommes qui représenteraient les frais occasionnés aux producteurs nationaux par le système de l'accise.

Art. 8. Le Gouvernement italien garantit que, dans aucun cas, les produits français ne seront assujétis par les Administrations communales à des droits d'octroi ou de consommation autres ou plus élevés que ceux auxquels seront assujétis les produits du pays; et vice-versâ, le Gouvernement français garantit que, dans aucun cas, les produits de l'Italie ne seront assujétis par les Administrations communales à un droit d'octroi ou de consommation autre ou plus élevé que celui auquel seront imposés les produits du pays.

Art. 9. Les articles d'orfèvrerie et de bijouterie en or, en argent, platine ou autre, métaux, importés de l'un des deux pays dans l'autre, seront soumis au régime de contrôle établi pour les articles similaires de fabrication nationale, et payeront s'il y a lieu, sur la même base que ceux-ci, les droits de marque et de garantie.

Art. 10. Indépendamment du régime d'entrée établi par le présent Traité à l'égard des produits non originaires de l'Italie, ces mêmes produits seront soumis aux surtaxes de navigation dont sont ou pourront être frappés les produits importés en France, sous pavillon français, d'ailleurs que des pays d'origine.

Art. 11. Les marchandises de toute origine importées de France par la frontière de terre seront admises, à l'entrée en Italie, aux mêmes droits que si elles y étaient importées directement de France par mer sous pavillon français.

Les marchandises non originaires d'Italie spécifiées ou non dans l'article 22 de la loi du 28 avril 1816, importées de l'Italie en France par la frontière de terre, seront admises, pour la consommation intérieure de l'Empire, moyennant l'acquittement des droits établis pour les provenances autres que celles des pays de production, sous pavillon français.

Art. 12. Pour faciliter la circulation des produits agricoles sur la frontière des deux pays, les céréales en gerbes ou en épis, les foins, la paille et les fourrages verts seront réciproquement importés et exportés en franchise de droits.

Art. 13. Les deux Hautes Parties contractantes prennent l'engagement de ne pas interdire l'exportation de la houille, et de n'établir aucune droit sur cette exportation.

De son côté, le Gouvernement français s'engage à ne pas élever, pendant la durée du présent Traité, les droits actuellement applicables à l'importation en France des houilles, cokes et briquettes de charbon d'origine italienne.

Le droit d'importation en Italie des charbons de terre, du coke et des briquettes de charbon d'origine française, est réduit à un franc par mille kilogrammes.

Art. 14. Pour établir que les produits sont d'origine ou de manufacture nationale, l'importateur devra présenter à la Douane de l'autre pays, soit une déclaration officielle faite devant un Magistrat siégeant au lieu d'expédition, soit un certificat délivré par le chef du service des Douanes du Bureau d'exportation, soit un certificat délivré par les Consuls ou Agents consulaires du pays dans lequel l'importation doit être faite, et qui réside dans les lieux d'expédition, ou dans les ports d'embarquement.

Les Consuls ou Agents consulaires respectifs légaliseront les signatures des Autorités locales.

Art. 15. Les droits *ad valorem* stipulés par le présent Traité seront calculés sur la valeur au lieu d'origine ou de fabrication de l'objet importé, augmentés des frais de transport, d'assurance et de commission nécessaires pour l'importation dans l'un des deux Etats jusqu'au lieu d'introduction.

L'importateur devra, indépendamment du certificat d'origine, joindre à sa déclaration écrite, constatant la valeur de la marchandise importée, une facture indiquant le prix réel et émanant du fabricant ou du vendeur.

Cette facture sera visée par un Consul ou Agent consulaire de la Puissance dans le territoire de laquelle l'importation doit être faite.

Art. 16. Si la Douane juge insuffisante la valeur déclarée elle aura le droit de retenir les marchandises en payant à l'importateur le prix déclaré par lui, augmenté de 5 pour cent.

Ce paiement devra être effectué dans les quinze jours qui suivront la déclaration, et les droits, s'il en a été perçu, seront en même temps restitués.

Art. 17. L'importateur contre lequel la Douane de l'un des deux pays voudra exercer le droit de préemption stipulé par l'article précédent, pourra, s'il le préfère, demander l'estimation de sa marchandise par des experts. La même faculté appartiendra à la Douane, lorsqu'elle ne jugera pas convenable de recourir immédiatement à la préemption.

Art 18. Si l'expertise constate que la valeur de la marchandise ne dépasse pas de cinq pour cent celle qui est déclarée par l'importateur, le droit sera perçu sur le montant de la déclaration.

Si la valeur dépasse de cinq pour cent celle qui est déclarée, la Douane pourra, à son choix, exercer la préemption ou percevoir le droit sur la valeur déterminée par les experts.

Ce droit sera augmenté de 50 pour cent à titre d'amende, si l'évaluation des experts est de dix pour cent supérieure à la valeur déclarée.

Les frais d'expertise seront supportés par le déclarant, si la valeur déterminée par la décision arbitrale excède de cinq pour cent la valeur déclarée; dans le cas contraire, ils seront supportés par la Douane.

Art. 19. Dans les cas prévus par l'article 17, les deux arbitres-experts seront nommés, l'un par le déclarant, l'autre par le chef local du service des Douanes; en cas de partage, ou même au moment de la constitution de l'arbitrage, si le déclarant le requiert, les experts choisiront un tiers arbitre; s'il y a désaccord, celui-ci sera nommé par le Président du Tribunal de commerce du ressort. Si le Bureau du déclaration est à plus d'un miriamètre du siége du tribunal de commerce, le tiers arbitre pourra être nommé par le juge de paix du canton ou le juge de mandement.

La décision arbitrale devra être rendue dans les quinze jours qui suivront la constitution de l'arbitrage.

Art. 20. Les déclarations doivent contenir toutes les indications nécessaires pour l'application des droits. Ainsi, outre la nature, l'espèce, la qualité, la provenance et la destination de la marchandise, elles doivent énoncer le poids, le nombre, la mesure ou la valeur, suivant les cas.

Si par suite de circonstances exceptionnelles le déclarant se trouve dans l'impossibilité d'énoncer la quantité a soumettre aux droits, la Douane pourra lui permettre de vérifier lui-même, à ses frais, dans un local désigné ou agreé par elle, le poids, la mesure ou le nombre; après quoi l'importateur sera tenu de faire la déclaration détaillée de la marchandise dans les délais voulus par la législation de chaque pays.

Art. 21. A l'égard des marchandises qui acquittent les droits sur le poids net, si le déclarant entend que la perception ait lieu d'après le *net-réel*, il devra énoncer ce poids dans sa déclaration. A défaut, la liquidation des droits sera établie sur le poids brut sauf défalcation de la tare légale.

Art. 22. Il est convenu entre les Hautes Parties contractantes que les droits fixés par le présent Traité ne subiront aucune réduction à raison d'avarie ou de détérioration quelconque de marchandises.

Però in mezzo a tutto codesto emerge un merito personale dell'autore, che è grandissimo ed invidiabile; ed è quello d'un cuore eccellente e di una retta e benevola intenzione; laonde, se non al pensatore nè allo scrittore, si deve in tutta coscienza applaudire all'onest'uomo.

Ma gli è inutile andar cercando dell'altro. La coscienza universale dell'umanità, aiutata così dalla meditazione dei filosofi, come dagli ammaestramenti della religione, ha già definito da molto tempo che, se da un lato non è possibile conseguire una vera felicità sulla terra, dall'altro è solo mezzo di trovare la maggior fattibile contentezza di noi e delle cose nostre, nello esplicamento della operosità individuale in quella sfera che le nostre capacità ci assegnano, e l'adempimento volonteroso e instancato dei doveri che a ciascuno, nelle proprie particolari condizioni, ne incombono.

Ed un nobilissimo esempio di vita incessantemente spesa in una proficua attività, in una instancabile obbedienza alla voce del dovere, dell'onore, dell'amore di patria, della scienza e dell'umanità; un nobilissimo esempio, diciamo, ci porge la vita del generale Alberto Ferrero Della Marmora, cui a breve intervallo dalla sua morte, con pari l'ossequenza e l'affetto, ci vennero narrando i signori Pietro Martini e Giorgio Briano.

Alberto Della Marmora, colla spada e col senno, colla dottrina dello statista, colle meditazioni e coi sudati lavori dello scienziato, rese insigni servigi alla patria ed offerse invidiabile esempio di forte animo, di tenace proposito, di vita indefessamente operosa. Adolescente appena, fu tra le elette schiere che, sotto i vessilli napoleonici, tennero alta la fama del valore italiano, e, benchè senz'utile per l'Italia, di nuova gloria ne circondarono il nome. Nei campi di guerra indurò il corpo alle fatiche, l'animo avvezzò alla scuola del sacrificio ed all'amore dei grandi fatti; ed ebbe premio alla sua prodezza dalla mano stessa dell'Imperatore, il quale lo insigniva della Legion d'onore dopo la vittoria di Bautzen, una delle ultime che ne sorreggessero per poco la crollante fortuna.

Ma benchè pugnasse per altra terra, non dimenticava il giovinetto la propria origine; e ne fa fede il fatto che, trovandosi egli di presidio in Ancona, e venendovi interrogato da alcuni compagni d'arme francesi se avrebbe contro di loro combattuto, quando l'Italia, come aveva fatto la Spagna, si fosse levata in armi a rivendicare la propria indipendenza, egli non esitò a rispondere arditamente di sì.

Tornato in patria nel 1814, Alberto Della Marmora vide con dolore e disgusto gli eccessi riazionarii della ristaurazione, e la sua franca ed aperta natura seppe così poco nascondere i suoi sentimenti che, segnato col carbon nero come liberale, da chi allora governava, fu, dopo i torbidi del 1821, mandato in esilio, o confino che chiamar si voglia, nell'isola di Sardegna, allora, più assai che presentemente non sia, incolta, trascurata e quasi barbara.

Una prima volta era egli già stato nell' Isola nel 1819, ma soltanto per iscopo di prendere sollazzo cacciando; però tuttavia quella sua prima gita non era stata affatto inutile alla scienza, perchè vi aveva scoperto parecchie nuove specie di uccelli europei, che furono tosto dopo registrate nel *Manuale di ornitologia* del Temminck, pubblicato nel 1820 (1). Ma dopo la rivoluzione piemontese il suo confino in Sardegna ebbe a durare quasi dieci anni (dal 1822 al 1831); e durante quel soggiorno, Alberto Della Marmora concepì, e in gran parte pose in atto un vasto disegno, che per poco sembrerebbe ineseguibile colle sole forze d'un semplice privato; e cui pure, sorretto dall'ingegno e dalla costanza, condusse poscia a termine in mirabil modo, sacrandovi lunghi anni del viver suo.

Quell'Isola, la quale per la situazione geografica nel mare, lungo le cui sponde ebbero ed hanno sede floritissime civiltà, per le storiche memorie, per le belle doti dei suoi abitatori e per la fedeltà mostrata nell' avversa sorte alla Casa chiamata a reggere l'Italia, meriterebbe pure più lieto destino che finora non abbia incontrato; quell' Isola era a quei tempi quasi sconosciuta all'Italia. E il Lamarmora, non disanimato dal nessun incoraggiamento che allora si dava alle opere d'inchiostro, non isgomentato dagli aspri disagi che toccavagli sopportare, nè dai pericoli a cui andava incontro, tutta percorse passo a passo la grande Isola in ben diecinove viaggi interni da lui fattivi, e, studiatala con somma cura, ne fu, può dirsi, lo scopritore novello. La storia politica, civile e naturale, l'antiquaria, gli idiomi, la geologia, la paleontologia, pressochè tutte insomma le parti dell' argomento prediletto furono da lui profondamente trattate nei ponderosi volumi della *Statistica*, del *Viaggio*, dell'*Itinerario* di Sardegna, da lui concepiti e scritti nell' intervallo di quarant'anni, che pubblicò adornati di tavole geografiche da lui rilevate, e di numerosi disegni da lui pure ritratti.

Sopravvenuti i rivolgimenti del 48, e intimatasi la guerra, subito chiese il Lamarmora di combattere, quantunque i preclari servigi e l'età oramai grave potessero valergli di legittima ragione per tenersi lontano dai disagi e dalle battaglie della nuova campagna. Accondiscese Carlo Alberto alle calde istanze del veterano e mandollo a Venezia per cooperare con quel Governo al comando delle milizie che vi si venivano raccogliendo e istruendo. Ma non gli arrise allora la sorte; non gli fu concesso di affrontarsi con quel nemico che egli nei primi suoi anni aveva visto così sovente fuggiasco, e dopo aver assistito a scene di cittadina discordia, cui miglior consiglio è porre in obblio, in seguito all'armistizio di Milano, dovette abbandonare colle sue soldatesche la città infelice apparecchiantesi ad eroiche prove.

Ritornato alla natia Torino, fu inviato poco stante nell'isola prediletta, qual commissario investito di pieni poteri, a reprimere i disordini che vi si erano suscitati e a ristabilirvi la pubblica quiete. In tale opera il Lamarmora riuscì prontamente, mercè la profonda conoscenza ch'egli aveva acquistato d'ogni cosa spettante alla Sardegna, mercè la sua indole schietta, aperta, intelligente, ratta all'avviso, mercè il suo carattere mite e benigno, benchè non disgiunto da quella fermezza che si addiceva al difficile ufficio.

Gli ultimi anni del viver suo, Alberto Della Mar-

(1) V. Itinéraire de l'Ile de Sardaigne, tom. 1, pag. XI.

Art. 23. On n'exigera, mutuellement, pour l'importation d'aucune marchandise, et notamment, pour les machines et mécaniques entières ou en pièces détachées, aucun modèle ou dessein de l'objet importé.

Art. 24. Les marchandises de toute nature, venant de l'un des deux Etats ou y allant, seront réciproquement exemptes dans l'autre Etat de tout droit de transit.

Toutefois la prohibition est maintenue pour la poudre à tirer; et les deux Hautes Parties contractantes se réservent de soumettre à des autorisations spéciales le transit des armes de guerre.

Le traitement de la nation la plus favorisée est réciproquement garanti à chacun des deux pays pour tout ce qui concerne le transit.

Art. 25. Les dispositions du présent Traité de commerce sont applicables en Algérie, tant pour l'exportation des produits de cette possession que pour l'importation et le transit des marchandises.

Art. 26. Chacune des deux Hautes Parties contractantes s'engage à faire profiter l'autre de toute faveur, de tout privilège ou abaissement dans les tarifs des droits à l'importation ou à l'exportation des articles mentionnés ou non dans le présent Traité, que l'une d'elles pourrait accorder à une tierce Puissance. Elles s'engagent, en outre, à n'établir, l'une envers l'autre, aucun droit ou prohibition d'importation ou d'exportation qui ne soit, en même temps, applicable aux autres nations.

Art. 27. Le présent Traité sera soumis à l'approbation du Parlement italien.

Art. 28. Le présent Traité restera en vigueur pendant douze années à partir du jour de l'échange des ratifications. Dans le cas où aucune des deux Hautes Parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant la fin de la dite période, son intention d'en faire cesser les effets, il demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour ou l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncé.

Les Hautes Parties contractantes se réservent la faculté d'introduire, d'un commun accord, dans ce Traité toutes modifications qui ne seraient pas en opposition avec son esprit ou ses principes et dont l'utilité serait démontrée par l'expérience.

Art. 29. Les stipulations qui précèdent seront exécutoires dans les deux Etats immédiatement après l'échange des ratifications.

Art. 30. Le présent Traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Paris le plus tôt que faire se pourra.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectif l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, en double expédition, le 17 janvier de l'an de grâce 1863.

(L. S.) NIGRA.
(L. S.) SCIALOIA.
(L. S.) DROUYN DE LHUYS.
(L. S.) G. ROUHER.

Disposition additionnelle et transitoire.

Les deux Hautes Parties contractantes prenant en considération la situation exceptionnelle dans laquelle se trouvent placées, par suite de l'annexion de la Savoie à l'Empire français, les fabriques de Pont (Italie) et d'Annecy (Haute-Savoie) sont convenues de la disposition suivante :

Les tissus de coton écrus, fabriqués dans la manufacture de Pont, pourront jusqu'à concurrence de deux cent cinquante mille kilogrammes et pendant trois années consécutives, être importés en franchise de droits en France pour être imprimés dans la manufacture d'Annecy, et réimportés, après l'impression, également en franchise en Italie.

Le Douanes de deux pays prendront les mesures nécessaires pour s'assurer de l'origine et de l'identité des ces tissus.

La présente disposition additionnelle et transitoire sera considérée comme faisant partie du Traité de commerce en date de ce jour et comprise avec ce Traité dans les ratifications respectives.

Fait à Paris le 17 janvier 1863.

(L. S.) NIGRA.
(L. S.) SCIALOIA.
(L. S.) DROUYN DE LHUYS.
(L. S.) G. ROUHER.

(*Vedi le Tariffe negli Atti della Camera dei Deputati, sessione 1861-1862, terzo periodo, numeri 1064 a 1069 inclusivamente, pag. 4138 a 4160*).

Noi avendo veduto ed esaminato il qui sovrascritto Trattato e le infrainserte relative tariffe, ed approvando tutte le condizioni che vi furono stipulate, lo abbiamo accettato e ratificato, come per le presenti lo accettiamo e ratifichiamo, promettendo di osservarlo e di farlo osservare inviolabilmente. In fede di che Noi abbiamo firmato di Nostra mano le presenti lettere di ratificazione e vi abbiamo fatto apporre il Grande Nostro Reale Sigillo. Dato in Torino addì ventiuno del mese di febbraio l'anno del Signore mille ottocento sessantatre e del Regno Nostro il Decimoquinto.

VITTORIO EMANUELE.

Per parte di S. M. il Re

Il Ministro Segretario di Stato per gli Affari Esteri

G. PASOLINI.

ULTIME NOTIZIE

TORINO, 5 FEBBRAIO 1864

DIARIO

Il Parlamento inglese fu aperto ieri da commissari in nome della Regina, e subito dopo Lords e Comuni si radunarono nelle proprie sale per deliberare sopra l'indirizzo a S. M. I telegrammi che riferiamo qui sotto danno alcuni ragguagli in proposito. La quistione danese è il tema principale e del discorso della Regina e delle discussioni del Parlamento.

Il Corpo legislativo di Francia ebbe nella tornata del 2 corrente comunicazione dal suo presidente il duca di Morny di un decreto imperiale a termini del quale la sessione che incominciò addì 5 novembre e che giusta l'articolo 41 della costituzione dovrebbe durare tre mesi e perciò chiudersi oggi stesso è prorogata sino al giorno 4 del prossimo aprile.

Un telegramma recava alcuni giorni sono la notizia di un voto di biasimo dato dalla Camera dei deputati di Spagna contro il suo presidente Rios Rosas. La faccenda sta in questi termini: Il Regolamento delle Cortes fa al presidente facoltà non solo di dirigere le discussioni, ma quella eziandio di determinare le questioni sull'ordine del giorno. Nella tornata del 27 gennaio la Camera discuteva gli atti elettorali di Baneza e il più giovane dei deputati il signor Romero Robledo volle fare un delitto al presidente di non aver messo all'ordine del giorno gli atti di Vigo. Il signor Rios Rosas, appoggiato sul regolamento, tolse la parola all'oratore inesperto. E questi, instando, fu richiamato all'ordine tre volte. Era l'ora che i deputati trovansi la maggior parte fuori della sala delle pubbliche deliberazioni. Robledo chiese al Congresso volesse mantenergli la parola e il Congresso gli rispose con voto favorevole. Ma la maggioranza che era lungi dall'attendersi un accidente di questa fatta, pensando che era da dare al presidente un attestato solenne della sua fiducia presentò una proposta concepita così: « Noi chiediamo al Congresso voglia dichiarare che ha fiducia piena e intiera nella rettitudine e nell'imparzialità con cui il presidente governa le discussioni della Camera ». La proposta, presa dapprima in considerazione, diede luogo ad una breve ma importante discussione e finì per essere approvata all'unanimità dei deputati presenti, vale a dire con 150 voti. Si astennero dalla votazione i deputati dell'Unione liberale. Ma questa loro condotta fu censurata dallo stesso signor Gonzales Bravo che, più volte avversario di Rios Rosas, pure in questa congiuntura votò in suo favore. Anche il ministro dell'interno dichiarò essere fin dal principio stato avviso del Gabinetto in questa quistione che il presidente del Congresso erasi tenuto entro i limiti del suo dritto. Alcuni pure dei più cospicui personaggi di quel partito, quali Mon, Posada Herrera e Mayans, si tennero in disparte dall'ammutinamento dei loro colleghi e il primo votò anzi per la proposta di fiducia. Il signor Rios Rosas che aveva durante la discussione abbandonato il seggio della presidenza ringraziò dopo il voto il Congresso.

Altri combattimenti, finora però di non grande importanza, sono seguiti nello Slesvig. Vi presero parte anche gli Austriaci. Sembra qui a suo luogo la lettera colla quale l'imperatore Francesco Giuseppe mette sotto gli ordini del maresciallo prussiano barone De Wrangel il contingente dell'Austria comandato dal tenente maresciallo De Gablentz : « Caro feldmaresciallo generale, barone De Wrangel, è una vera gioia per me il vedere le mie valorose truppe sotto il comando di un capo sì celebre, tanto sperimentato e a me noto personalmente. Esse si ricorderanno delle parole che io rivolsi loro alla partenza e gareggeranno in valore, in perseveranza e in devozione coi loro fratelli prussiani ; esse saranno e rimarranno degne, in una nobile fratellanza e nell'unità delle forze, della soddisfazione e della riconoscenza dei sovrani amici. Ringraziandovi anticipatamente della benevola vostra direzione, sono il vostro affezionato FRANCESCO GIUSEPPE. » Già l'Imperatore, passando in rassegna a Vienna il 19 gennaio ultimo il contingente austriaco, aveva parlato coi più grandi elogi dell'esercito prussiano e del maresciallo che lo comanda.

Il signor Ferdinando di Lesseps espose lunedì scorso a Parigi in una conferenza tenuta dinanzi ad un'assemblea di cospicui personaggi e al Principe Napoleone la quistione dell'Istmo di Suez. Rimproveravasi al presidente della Compagnia dell'Istmo di avere imprudentemente impegnato gli azionisti in una intrapresa che non aveva la sanzione della Sublime Porta. Il signor di Lesseps prese a dimostrare coi documenti alla mano la vacuità di somiglianti accuse. Egli lesse una dichiarazione del gran visir Aali Pascià il quale, rendendo conto di una deliberazione del Consiglio dei ministri del Sultano prolungata per diciassette sedute, constatò che la Porta non vedeva che vantaggi nel taglio dell'istmo. Riprese quindi dal punto in cui l'aveva lasciata in altra conferenza l'esposizione dei negoziati e dei lavori compiuti; e provò che non erasi da temer pel canale nè l'invasione delle acque nè l'invasione delle sabbie del mare, e che dopo il taglio del Seuil d'El Guisr, già effettuato da un anno, più non è da superare niuna difficoltà grave. Il sig. di Lesseps ebbe gli applausi dell'assemblea.

DISPACCI ELETTRICI PRIVATI

(Agenzia Stefani)

Schleswig, 4 febbraio.

Ieri alle ore 3 gli Austriaci hanno attaccato i Danesi a Bostorf, una lega distante da Schleswig. I Danesi difesero le loro posizioni. Il combattimento durò fino a notte.

I Danesi perdettero molti ufficiali e soldati e un cannone.

Attendesi domani un altro attacco.

La Schlei cominciò a sgelarsi.

Londra, 4 febbraio.

Dal *Morning Post*. Il discorso del trono non dirà che l'Inghilterra trovasi in relazioni amichevoli con gli altri Stati; si limiterà soltanto a dirci che non ci troviamo in istato di guerra. Da ciò noi non possiamo conchiudere che la pace di cui ora godiamo debba essere di lunga durata. Forse prima che termini il mese saremo costretti a prendere parte a una guerra di cui nessuno può predire la fine. Tutto dipenderà dal Parlamento il quale deciderà se l'Inghilterra può e debba fare la guerra. Crediamo che una grande maggioranza insisterà perchè l'Inghilterra agisca energicamente a favore della Danimarca.

Parigi, 4 febbraio.

Notizie di borsa.

Fondi Francesi 3 0/0 (chiusura)	— 66 15.
Id. id. 4 1/2 0/0	— 95 40.
Consolidati Inglesi 3 0/0	— 90.
Consolidato Italiano 5 0/0 (apertura)	— 67 90.
Id. id. chiusura in contanti	— 67 55.
Id. id. fine corrente	— 67 80.
Prestito Italiano	—

(Valori diversi).

Azioni del Credito mobiliare francese	— 978.
Id. id. Italiano	— 512.
Id. id. spagnuolo	— 550.
Id. Strade ferrate Vittorio Emanuele	— 375.
Id. id. Lombardo-Venete	— 508.
Id. id. Austriache	— 385.
Id. id. Romane	— 351.
Obbligazioni id. id.	— 237.

Londra, 4 febbraio.

Apertura del Parlamento. Il discorso del trono venne letto dai commissari della Regina.

Gli affari del continente cagionarono una grande ansietà alla Regina. La morte del Re di Danimarca provocò l'immediata applicazione del protocollo del 1852 che tende a mantenere l'integrità della Monarchia danese. La Regina ispirata da quello stesso desiderio di mantenere la pace d'Europa, che fu lo scopo a cui mirarono i firmatari del trattato del 1852, non ha cessato di fare ogni sforzo per far risolvere pacificamente la differenza insorta tra la Germania e la Danimarca e di far conoscere i pericoli che potrebbero sorgere da una guerra che scoppiasse al nord d'Europa. S. M. continuerà adoperarsi nell'interesso della pace.

Il discorso volge poi sulla situazione del Giappone e della Grecia ; esamina lo stato degli affari interni e constata che le condizioni generali del paese sono soddisfacenti.

Parigi, 4 febbraio.

Dispacci d'origine danese confermano che l'attacco contro Bustorf fu respinto.

Il generale Wrangel annunzia che gli Austro-prussiani, incalzando il nemico, giunsero fino sotto i cannoni del Dannewerke.

Il *Pays* dice che dopo 4 assalti infruttuosi i Tedeschi hanno rinunziato ad attaccare Missunde.

Lo sgelo è incominciato.

Il principe Federico Carlo di Prussia è ferito.

La *France* ha un dispaccio da Amburgo in data d'oggi il quale annunzia la presa di Missunde. Credesi poco alla sua esattezza.

Kiel, 4 febbraio.

Gli Austriaci hanno preso Bustorf e Wedelsprang. Ieri non restava loro che una posizione da espugnare. Il cannoneggiamento continua.

Altro del 5. — Gli Austriaci non hanno preso Bustorf, ma soltanto la linea dei forti esterni.

Parigi, 5 febbraio.

Il *Moniteur* pubblica una corrispondenza dal Messico contenente il riassunto di una lettera dell'Arciduca Massimiliano ad Almonte, in data 4 novembre, colla quale l'Arciduca dichiara che la sua risoluzione è definitivamente presa.

Londra, 5 febbraio.

Camera dei lords. — Derby biasima la politica del Governo, che ridusse l'Inghilterra a trovarsi senza un solo amico.

Russel risponde difendendo il programma governativo; soggiunge, la condotta dell'Austria e della Prussia essere inesplicabile; aver oggi ricevuto da loro una risposta molto ambigua sulle loro intenzioni; assicura non aver dato alcuna speranza di assistenza materiale alla Danimarca, ma non potrebbe dire che cosa gli avvenimenti sieno per recare; in ogni modo il Governo desidera conservare la propria libertà di azione. L'indirizzo viene adottato.

Camera dei Comuni. — Disraeli attacca la condotta del Governo dimostrando che nell'attuale grave situazione dell'Europa l'Inghilterra trovasi isolata. Palmerston assicura che le relazioni tra l'Inghilterra e la Francia sono più cordiali che mai; combatte l'opinione che l'Inghilterra avesse dovuto fare la guerra immediatamente a favore della Danimarca; soggiunge che da qualche ora il Governo ricevette una dichiarazione dalla Prussia e dall'Austria secondo la quale, se le loro domande verranno soddisfatte, manterranno il diritto di successione alla corona dei Ducati secondo i trattati del 1852. Palmerston termina dichiarando che la Germania è bensì colpevole di un ingiusto attacco, ma che anche la Danimarca ha il torto di non aver adempiuto ai propri impegni.

L'indirizzo viene adottato.

SOCIETA' DELLE LETTURE.

Questa sera, 5 febbraio, alle ore otto nel solito locale del teatro di chimica di San Francesco di Paola leggerà il prof. Tancredi Canonico sulla vita intima e sovra alcuni scritti della marchesa di Barolo nata Colbert e mancata ai vivi pochi giorni sono in Torino.

CAMERA DI COMMERCIO ED ARTI

BORSA DI TORINO.

(*Bollettino officiale*)

5 Febbraio 1864 — Fondi pubblici.

Consolidato 5 0/0. C. d. m. in c. 67 60 60 60 65 60 60 60 50 60 — corso legale 67 60 — in liq. 67 62 1/2 60 57 1/2 55 60 62 1/2 55 60 65 70 53 53 pel 29 febbraio, 68 05 05 10 p. 31 marzo.

Fondi privati.

Az. Banca Nazionale. C. d. matt. in liquid. 1476 1477 pel 29 febbraio.

BORSA DI NAPOLI — 4 Febbraio 1864.

(*Dispaccio officiale*)

Consolidato 5 0/0, aperta a 67 10 chiusa a 67 10.
Id. 3 per 0/0, aperta a 45 chiusa a 45
Prestito Italiano, aperta a 66 50 chiusa a 66 50

BORSA DI PARIGI 4 Febbraio 1864.

(*Dispaccio speciale*)

Corso di chiusura pel fine del mese corrente.

		giorno precedente			
Consolidati Inglesi	L.	90 2/8		90 4/8	
3 0/0 Francese	»	66 25		66 10	
5 0/0 Italiano	»	67 80		67 85	
Certificati del nuovo prestito	»	»	»	»	»
Az. del credito mobiliare Ital.	»	»	»	510	»
Id. Francese	»	985	»	978	»
Azioni delle ferrovie					
Vittorio Emanuele	»	375	»	372	»
Lombardo	»	510	»	516	»
Romane	»	352	»	318	»

G. FAVALE gerente.

SPETTACOLI D'OGGI

REGIO. Riposo.

CARIGNANO. (ore 7 1/2). La drammatica Compagnia di cui fa parte Adelaide Ristori recita.

VITTORIO EMANUELE. (ore 7 1/2). La Compagnia equestre di Gaetano Ciniselli agisce.

mora divise poi tra la continuazione di severi studi, a cui con alacrità da giovane applicò pur sempre la ben fornita sua mente, e l'adempimento dei doveri che la qualità di senatore imponevagli. E come le sue elucubrazioni erano grandemente apprezzate dall'Accademia delle scienze, di cui era vice-presidente, così parimenti tornava pur sempre gradita al Senato la dotta parola del vecchio generale; informata ad ogni volta da un ammirabile tatto pratico, calda ognora d'amor patrio, non ossequente mai alle moltitudini, ma al vero, non priva di brio, condita talora di spiritosa ironia e d'innocente sarcasmo. Le quali simpatiche doti si trovano alla pari nei libri suoi, e specialmente negli ultimi, dove si nota il gradevole discorso d'un uomo, che unisce il senno alla bonarietà, e si compiace nell'esporre e narrare semplicemente e senza affettazione quello che ha visto ed ha osservato, ciò che ha pensato e che pensa, che studiò e che sa.

Instancabile al lavoro, poco prima di morire, volle ancora mandare alle stampe due opere intorno alla vita di due illustri condottieri piemontesi : Carlo Simiane marchese di Pianezza e Carlo Emilio S. Martino di Parella, i quali ambidue ebbero una sorte travagliata e si può dire romanzesca, e sostennero gran parte nelle fortunose vicende di cui fu teatro il Piemonte nella seconda metà del secolo XVII e nel principio del susseguente, durante la reggenza di Maria Cristina e il regno di Vittorio Amedeo II. In questi libri, di cui, a suo tempo, abbiamo reso conto in queste appendici, ammirabili sono l'acume critico delle ricerche storiche, l'uso dei documenti rintracciati e scoperti, l'interpretazione logica degli avvenimenti, l'imparzialità, la naturale freschezza del dettato e una certa ingenuità, non mai volgare, ma schietta e diremmo quasi paesana, dell'esposizione. Vi sentite ad ogni pagina, ad ogni periodo, il vecchio soldato e il piemontese d'antica razza.

Furono queste le ultime fatiche del La Marmora estintosi nell'aprile del passato anno. La sua vita narrarono, come accennammo, il Martini, chiamato a tal nobile ufficio dal Municipio Cagliaritano, riconoscente all'illustre defunto, ed il Briano, il quale, spinto dal proprio affetto, pagò un pietoso tributo alla gloriosa memoria di quell'uomo eccelso, che lo onorava di sua amichevole dimestichezza. Alto e degno era l'argomento, ed a quello seppero non essere inferiori i due scriventi. Il primo narrò colla eloquente semplicità di chi espone egregi fatti, a cui non occorre, per dar rilievo, la ricercata eleganza d'uno stile, come diceva il Giusti, in pompa di toga ; il secondo va lodato per l'evidenza del dire, per la concisione che molto in breve raccoglie, nonchè pel sapore di buona lingua che spira per entro alle sue pagine.

Certo è però che questi due egregi scrittori non esaurirono talmente l'argomento, che tutto sia detto intorno a quell'uomo egregio di tante e diverse attitudini fornito. Le opere e gli studi del La Marmora possono ancora prestare nobile soggetto alla penna d'un biografo ; ma questo deve oramai esser tale che dalla dottrina più ampia e profonda sia abilitato a compiere una vera monografia dell'intelligenza e del sapere di questo luminare della patria scienza.

X.

CITTÀ DI TORINO

AVVISO

È aperto un esame di concorso per la collazione di alcuni posti di volontario negli *uffizi daziari.*

Gli aspiranti dovranno presentare prima del 16 del corrente mese la loro domanda su carta da bollo da centesimi 50.

Le condizioni per essere ammessi a tale esperimento sono le seguenti:

1. Comprovare di avere l'età dai 17 al 24 anni, mediante presentazione della fede di nascita.

2. Essere sani e robusti e senza difetti corporali da accertarsi mediante dichiarazione dell'ispettore sanitario della città

3. Essere conosciuti dall'amministrazione per persone educate e civili, e dar prova di godere i diritti civili, presentando un'attestazione del comune di loro residenza.

4. Comprovare, mediante la produzione della relativa carta di ammessione, d'aver compiuto il corso ginnasiale o della scuola tecnica, e di avere superato i relativi esami in fine del corso in qualche collegio pubblico dello Stato.

5. L'aspirante dovrà avere i mezzi di provvedere decorosamente alla propria sussistenza durante il volontariato (stabilito di anni 3) da comprovarsi mediante dichiarazione del padre o della madre o del tutore o di altra persona solvibile, ed altrimenti comprovare di avere mezzi proprii.

Dovranno rinnovare la loro domanda coloro che prima d'ora l'avessero presentata.

Ogni ricorrente dovrà esattamente indicare sul ricorso l'indirizzo della propria dimora.

Gli aspiranti saranno informati col mezzo di lettera della loro ammessione o non agli esami, ed a quelli ammessi sarà indicato il giorno, l'ora ed il locale in cui i detti esami avranno luogo.

Materie sulle quali verseranno gli esami:

1. Saggio di calligrafia sotto il dettato;
2. Tema di composizione italiana;
3. Quesito di aritmetica e di sistema metrico.

Addì 1 febbraio 1864.

Il sindaco RORA'.

537

Società Anonima PER L'ILLUMIN.NE A GAZ DELLA CITTA' DI NOVARA

Nel giorno 22 prossimo febbraio, nella solita sala del Consiglio d'Amministrazione, casa Paganini, num. 425, avrà luogo la pubblica estrazione di n. 40 Obbligazioni della Società, le quali saranno successivamente pagate dal sottoscritto.

Novara, 29 gennaio 1864.

527 CIAPARELLI *Segr. e Cassiere*

CAVALLO DA VENDERE

elegante: perfettamente addestrato pel torneo. — Via Provvidenza, num. 34, al portinaio. 591

AVVISO

Bessolo Giovanni di Scarmagno, fabbricante di *miccie da mina*, mette in avvertenza coloro i quali in contravvenzione o frode alla per lui ottenuta privativa industriale italiana, introducessero nello Stato, fabbricassero od esponessero in vendita qualsiasi contraffatta analoga *miccia da mina* che a termini degli articoli 64, 65 e 66 della legge 12 marzo 1855 si renderebbero passibili non tanto del sequestro della merce introdotta, fabbricata ed esposta in vendita come altresì della multa di L. 500 e del risarcimento dei danni derivanti ad esso Bessolo per la violazione dei suoi diritti di privativa. 534

558 NOTIFICAZIONE

Con atto dell'usciere Roccia, 3 febbraio 1864, venne, sull'instanza del sig. Dematteis Giuseppe, residente a Torino, notificato al sig. Beccutti Anastasio, già domiciliato in questa capitale, ora di domicilio, residenza e dimora ignoti, copia della sentenza proferta dal sig. giudice della sezione Borgo Dora di Torino, in data 30 dicembre 1853, in cui vennero li coniugi Lucchino dichiarati contabili verso il Beccutti della somma di L. 302 in più delle L. 350, apparenti da sentenza 31 luglio 1863, quali L. 302 coi relativi interessi, vennero assegnate a favore dell'instante Dematteis in acconto del maggiore suo credito verso il Beccutti.

Torino, il 3 febbraio 1864.

P. Debernardi sost. Geninatti.

573 NUOVO INCANTO

Il segretario sottoscritto notifica, che alle ore 9 antimeridiane, delli 22 febbraio p. v., in Agliè, nel solito ufficio di giudicatura posto al primo piano del palazzo comunale, quale delegato per decreto del tribunale di circondario d'Ivrea, 21 novembre p. p., ad instanza dei signori Mautino Carlo e sacerdote Gioanni Zanotti, sindaci del fallimento del farmacista Pietro Ferroglio, procederà al secondo incanto e deliberamento definitivo delle due piazze da speziale, stabilite una in Bajro e l'altra in Torre-Bajro, compreso in tale fallimento e già state deliberate con verbale d'incanto 11 corrente al sig. Silva sacerdote Felice d'Agliè, per L. 1705. Tale reincanto seguirà sul prezzo di L. 1875 50, somma offerta dal sig. Gastaldi Antonio, residente a Torino, con verbale d'aumento del decimo, in data 26 corrente mese, e sotto le condizioni annesse al relativo bando venale in data d'oggi.

Agliè, 29 gennaio 1864

Cordero segr

BANCO DI SCONTO E DI SETE

Via Santa Teresa, casa Pallavicino-Mossi, num. 11

BILANCIO *del semestre al 31 dicembre 1863*

Approvato dall'Adunanza generale del 4 gennaio 1864

DARE		AVERE	
Cassa . . . . L.	1,070 439 89	Capitale . . . . . . L.	30,000,000 00
Portafoglio e depositi . »	8,534,154 38	Conti correnti con interessi . . . . . . »	15,574,653 00
Anticipazioni . . . . »	9,053,038 31	Detti senza interessi »	39,650 00
Conti correnti sete . . »	2,762,155 13	Risconto del portaf. e delle anticipazioni al 31 dicembre 1863 . . . »	93,878 89
Valori del Banco . . »	9,875,107 66	Dividendi arretrati . . »	37,197 75
Azionisti saldo azioni . »	15,000 000 00	Diversi . . . . »	40.000 00
Spese di primo stabilimento	130,937 11	Fondo di riserva . . . »	756,650 53
Diversi . . . . »	773,491 51	Utili netti . . . . . . »	657,288 85
	L. 47,199,324 02		L. 47,199,324 02

Conto utili e perdite dal 1.° Luglio al 31 Dicembre 1863

DARE		AVERE	
Risconti pagati nel semestre L.	179,888 62	Sconti ed utili diversi . L.	1,271,886 94
Risconto del Portafoglio e delle anticipazioni al 31 x.bre 1863 »	93,878 89		
Interessi dei conti correnti »	269,848 29		
Ammortizzazione delle spese di primo stabilimento . . »	1,571 57		
Spese di amministrazione »	19,926 11		
» Diverse . . »	25,842 99		
Tassa commerciale pel semestre	23,641 62		
Utili netti . . . . »	657,288 85		
	L. 1,271,886 94		L. 1,271,886 94

Riparto degli utili a termine dell' art. 45 dello Statuto sociale

Utili netti dal 1° luglio al 31 dicembre 1863		L. 657,288 85
Interessi 2 1/2 0/0 p. sem. a 120,000 Az sovra L. 15,000,000 a L. 3 12 1/2 p. Az.		L. ,000 »
Riparto 80 0/0 alle suddette Az. » 281,250 a L. 1 87 1/2 » »		» 225,000 »
Dividendo L. 5 » per Azione		
Riparto 10 0/0 per Medaglie di presenza	»	, »
In fondo di riserva 10 p. 0/0	»	28,125 »
Saldo utili e perdite in conto nuovo	»	1,038 85
Pareggio degli utili come sopra		L. 657,288 85

590

SUCCESSIONE ROBERTSON

I creditori del fu sig. Robertson di Sampierdarena, sono convocati per lunedì 8 corrente, alle ore 7 1/2 di sera, nell'albergo delle *Quattro Nazioni* in Genova. 683

DIFFIDAMENTO

Per ogni effetto che di ragione si notifica che con atto 1 corrente mese dell'usciere Angeleri, addetto al tribunale del circondario di Torino, fu notificato al signor Bertini Guido fu Giovanni Battista residente in Torino, il decreto di detto tribunale 11 scorso gennaio col quale su ricorso presentato allo stesso tribunale e previe le conclusioni del pubblico ministero si mandò convocare nell'interesse del signor Guido Bertini il consiglio di famiglia in conformità dell'articolo 1016 del codice di procedura civile.

Torino, 3 febbraio 1864

559 V. L. Baldioli proc.

596 CITAZIONE

Sull'instanza di Buffa Giuseppe e Fissore Catterina coniugi, residenti in Torino, venne oggi citato Gastaldi Stefano, di domicilio, residenza e dimora ignoti, a comparire nel termine di giorni 10 in via ordinaria avanti il tribunale di circondario di Torino per ivi vedersi riparare come nulla e gravatoria la sentenza del signor giudice della sez. Moncenisio, in data 22 dicembre 1863, dal Gastaldi contro i coniugi Buffa ottenuta.

Torino, 4 febbraio 1864.

Baccaria sost. Arcostanzo.

581 RISOLUZIONE DI SOCIETA'.

Con instrumento rogato Albasio del due corrente, attesa la morte del socio Federico Mazzonis avvenuta il 5 giugno ultimo scorso, si dichiarò risolta la società esistente tra li signori Giovanni Frisetti, Paolo e Federico fratelli Mazzonis e Giuseppe Rosso, correnti in Torino, sotto la ditta fratelli Mazzonis e Comp., e la liquidazione della medesima venne affidata alli soci signori Giovanni Frisetti e Paolo Mazzonis i quali firmeranno fratelli Mazzonis e Comp., in liquidazione.

Signor Paolo Mazzonis previene che continuerà sotto la ditta Paolo Mazzonis nel suo interesse particolare e nello stesso locale il commercio finora esercitato sotto la ditta fratelli Mazzonis e Comp.

558 CITAZIONE

Con atto dell'usciere Giovanni Lanza addetto alla regia giudicatura mandamentale di Bioglio (Biella), in data delli 30 testè spirato gennaio, sull'instanza del signor Gerodetti Francesco fu Nicolao, residente a Sagliano, fu citato il signor Canova Giuseppe fu Giovanni Battista, già domiciliato a Pottinengo, ed ora di domicilio, residenza e dimora ignoti, nella forma prescritta dall'articolo 61 del cod. di proc. civ., per comparire avanti alla prelodata giudicatura di Bioglio all'udienza delli 17 andante mese ore 9 antimeridiane, per ivi vedersi dichiarato tenuto al pagamento a favore del nominato Gerodetti della somma di L. 384 11 cogli interessi decorrendi e spese.

Biella, 1 febbraio 1864

Boraetti sost. Borello proc.

348 SUBASTAZIONE.

All'udienza che sarà tenuta dal trib del circond. di Cuneo, alle ore 11 di matt., del giorno 10 prossimo mese di marzo, si procederà alla vendita, per mezzo di subasta, di un corpo di casa sito in Cuneo, sezione Stura, isola 24, sull'instanza di Giacinta Calloris vedova Varro, in odio di Teresa Riccardi nata Bonetto, al prezzo ed alle condizioni espresse nel bando 18 corrente mese di gennaio, autentico Fissore, depositato ed affisso a mente di legge e visibile nell'ufficio del sottoscritto.

Cuneo, il 20 gennaio 1864.

Boltramo p. c.

AUMENTO DI SESTO O MEZZO SESTO

Nel giudicio di subasta, promosso dal sig. Gio. Battista Quaglia contro Revelli Carlo, residente a Roccaciglié, si esponeano in vendita gl'infraindicati numero 11 lotti, sui prezzi: il 1 o di L. 1600, il 2.o di L. 1060, il 3.o di L. 2955, il 4.o di L. 565, il 5.o di L. 1225 il 6.o di L. 1900, il 7.o di L 155, l'8 o di L. 72, il 9.o di L. 975, il 10.o di L. 725, l'11.o di L. 103, e si deliberavano, con sentenza 29 gennaio p. p., il 1.o a Levi Salomone per L. 2100, il 2.o a detto sig. Quaglia per L. 1060, il 3.o a Schellino Margarita moglie del debitore Revelli per L. 3620, il 4.o alla stessa per L. 740, il 5.o a Levi Beniamino per L. 1250, il 6 o a Bertola Andrea per L. 2100, il 7.o a Degioannini Giuseppe per L. 165, l'8.o a Botto Gioanni per L. 150, il 9.o a Labardi Giuseppe per L. 1130, il 10.o a Bracco Bartolomeo per L 1170 e l'11 a Bertola Bernardino per L. 133; il termine per far l'aumento di sesto a detti lotti, ovvero di mezzo sesto se sarà autorizzato, scade col 13 corrente mese.

Stabili deliberati, siti sui territori di Marsaglia e Roccaciglié.

Lotto 1. Sul territorio di Marsaglia, ai Revelli, boschina di ettari 1, 14;

Sul territorio di Roccaciglié

Regione Monta, campo di are 91, 76, stessa regione, alteno di are 65, 72;

Lotto 2. Regione Ramenga, porzione di terra gerbidita di are 35, 85, Boglia, terra coltiva di meno che mediocre qualità, di are 19, 12. Brucialepre, alteno con orto e casotto di ettari 1, 1;

Lotto 3. Regione Costa, prato di are 65, regione Bricco, castagneto di are 39, 53, Costera, alteno di are 11, 95, regione San Cosma, prato o ripaggio prativo con terra coltiva di are 18, 83, Arbarea detta Rosso, casa civile e rustica, con aia, sito e prato di are 40, 89, orto di are 1, 27, altr'orto di are 4, 91;

Lotto 4 Regione Montà, porzione d'alteno di are 71, 7;

Lotto 5. Stessa regione, porzione di campo di are 56, 85, con prato di are 78, 33;

Lotto 6. Regione Arbarea o Pozzello, campo di are 80, 15;

Lotto 7. Regione Villaro, piccolo campo di are 13, 5;

Lotto 8. Regione Cantalupo, terra ora prato in parte di are 29, 1;

Lotto 9. Regione Moglie, prato di are 9, 27. Alteno, stessa regione, di are 52, 46;

Lotto 10. Regione Costa, prato di are 61, 73,

Lotto 11. Regione Vas, prato di are 7, 43.

Mondovì, li 2 febbraio 1864.

562 Martelli sost segr

493 REINCANTO

Dietro l'aumento di sesto fatto da Donna Teresa Fasola vedova Bianchi di Novara, ai lotti 4, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 18, 19, 20, 21, 22 e 23, dei beni stati subastati in odio di Carlo Bianchi di Novara, ad instanza del dottor Giovanni Dellanoce di Milano, il signor presidente del tribunale del circondario di Novara, fissò l'udienza delli 26 prossimo venturo febbraio ore 11 antimeridiane, pel nuovo incanto e successivo deliberamento sul prezzo d'aumento di L. 269 il lotto 4, 446 il 6, 1225 il 7, 152 l'8, 180 il 9. 222 il 10. 124 l'11, 124 il 12, 1762 il 13, 362 il 14, 712 il 15. 404 il 16, 633 il 18, 264 il 19, 733 il 20, 362 il 21, 3162 il 22 e 712 il 23, e sotto le condizioni apparenti dal bando a stampa in data 27 corrente gennaio

Novara, 28 gennaio 1864.

Plantanida sost. Regaldi proc.

576 GRADUAZIONE.

Con provvedimento del signor presidente del tribunale del circondario di Novara in data 7 dicembre prossimo passato, sull'instanza del signor Giuseppe Mazzola, residente in Vogogna, venne dichiarato aperto il giudizio di graduazione per la distribuzione di L. 30,000 prezzo degli stabili stati acquistati dal detto signor Giuseppe Mazzola con instrumento 26 ottobre 1861 ricevuto Galli, già proprii del nobile don Antonio Saiari di Milano, consistenti in caseggiati civili e rustici, aratorii, chiosi, ronchi, vigne e gerbidi e posti nella mappa territoriale di Sizzano, sotto li num. 2367, 2344. 730, del 731, del 732, 1700, 1777. 1806, 1555. 626. 2107. 2108, 2126, 1962, 1964, 1965, 1967, 1968, 58, 69, 2215, 2216; in quella di Fara sotto li num. 134, 135 e del 136, in quella di Ghemme sotto il num. 3000, ed in quella di Romagnano sotto li num. 105 A, 2587 e 2539.

Venne fissato ai creditori il termine di giorni 30 pel deposito delle loro domande e quello di giorni 40 per l'eseguimento delle notificazioni dalla legge prescritte.

Novara, 8 gennaio 1864.

Luini Luigi p. c.

535 SUBASTAZIONE.

Il tribunale del circondario di Novara, con sentenza 7 scaduto gennaio, sull'instanza del sig. Gioanni Carnaghi, residente in Novara, autorizzò la subastazione contro li conte Emanuele Caccia, di domicilio, residenza e dimora ignoti, e cav. Giuseppe Caccia, domiciliato in Sillavengo, degli stabili posseduti da quest'ultimo in territorio di Sillavengo, ai numeri di mappa del 256, del 294 1/2, descritti nel relativo bando stampato, e fissò l'udienza delli 4 prossimo marzo pel loro incanto e deliberamento.

Novara, 1 febbraio 1864.

Brughera proc.

583 CITAZIONE

Con atto delli 3 corrente mese dell'usciere Gaspare Campana sull'instanza di Fassina Francesco residente in Vespolate, venne Tadini Antonio già al militare servizio, ed ora di domicilio, dimora e residenza ignoti, citato a comparire in via sommaria avanti il tribunale del circondario di Novara nel termine di giorni 10, onde sia dichiarata nulla la sentenza del giudice di Vespolate 18 dicembre 1863, ed in sua circoscrizione e riparazione siano ammessi li tre capitoli del Fassina dedotti in cedola 2 ottobre 1863, ed esclusa dal capitolo primo dei fratelli Tadini la deduzione del possesso trentennario colle spese di primo e secondo giudizio.

E ciò tutto in base all'art. 61 del codice di proc. civ.

Novara, 4 febbraio 1864.

E. Spreafico p. c.

546 ESTRATTO DI BANDO

Dal sottoscritto segretario del mandamento di Villanova-Mondovì, specialmente commesso dall'eccell.ma Corte d'appello di Torino, alle ore 8 mattutine, delli 22 corrente, nel solito ufficio di giudicatura, si procederà alla vendita volontaria, col mezzo dei pubblici incanti, dei seguenti stabili proprii delle VV. Compagnie erette nella parrocchiale di S. Catterina di detto luogo, sotto il titolo del SS. Sacramento, Rosario e Suffragio, alle condizioni di cui in bando venale 30 gennaio ultimo, e sul prezzo risultante dalla perizia del geometra Bongioanni di L. 3231.

Campo e prato, situati sul territorio di Villanova Mondovì, regioni Costa e Borrea, alli numeri di mappa 6199, 6200, 6201, 6202, 6203, 6204, 6273, 6274, coerenti D. Pietro Martini, Maurizio Rosso, fratelli Merlo, fratelli Eula, fratelli Tosello e Michele Fenoglio, di ettari 1, 02, 41, pari a giornate 2, 69, 6.

Villanova-Mondovì, il 1 febbraio 1864.

Not. Vocca segr.

281 SUBASTAZIONE

volontaria di beni siti sul territorio di Savigliano.

All'udienza del tribunale del circondario di Saluzzo delli 17 prossimo venturo marzo al mezzodì preciso avrà luogo nel giudicio di divisione iv promosso dalla signora Antonia Tisandet vedova del causidico Domenico Scotta qual tutrice di suo figlio minore Cesare Scotta residente in Torino, contro il causidico Giovanni, Giuseppe, Ambrogio, Vincenzo ed Agostino fratelli Scotta fu Biagio, residenti li due primi in Torino, il terzo in Savigliano, il quarto sul e fini di San Vittio ed il quinto capitano nel reggimento infermieri, stanziato in Napoli, addetto all'ospedale militare di detta città, e contro Pettiti Giuseppe sottotenente nei cavalleggeri di Saluzzo stanziato in Alessandria, ove dimora, l'incanto e successivo deliberamento dei beni stabili siti sul territorio suddetto della città di Savigliano, si e come trovansi descritti nel relativo bando venale del 2 gennaio corrente mese, in due distinti lotti sul prezzo a ciascun d'essi dato dal perito d'ufficio eletto si dal tribunale sullodato di L. 1140 il primo lotto e di lire 9782 il lotto secondo ed alle altre condizioni di cui nel succitato bando.

Saluzzo, 13 gennaio 1864.

Pennachio p. c.

280 SUBASTAZIONE.

Nel giudizio di subastazione promosso avanti il tribunale di circondario di Saluzzo da Luigi Bruno residente in Torino, ammesso al beneficio dei poveri, per decreto delli 19 novembre 1863, contro l'eredità giacente di Giorgio Bruno rappresentata dal suo curatore Giacomo Duprej residente in Marene debitrice; e contro li signori Lorenzina e Deodata sorelle Toselli, la prima moglie autorizzata di Alessandro Vivalda e la seconda minore rappresentata dal suo tutore Alessandro Vivalda suddetto; Antonio e Giuseppe fratelli Norando; Matteo Daniele residenti in Cervere; Giovanni Antonio Gamba, Gioanni Calcagno e canonico don Guglielmo Gamba residenti in Fossano, terzi possessori, emanò sentenza sotto il 22 dicembre ultimo, colla quale venne ordinata la spropriazione forzata in via di subastazione dei beni i-i ed infra specificati, in otto distinti lotti al prezzo dal povero instante Luigi Bruno offerto, cioè:

Di L. 430 per il lotto 1,
Di L. 180 per il lotto 2,
Di L. 300 per il lotto 3,
Di L. 200 per il lotto 4,
Di L. 300 per il lotto 5,
Di L. 140 per il lotto 6,
Di L. 1000 per il lotto 7,
E di L. 400 per il lotto 8;

Somme tutte eccedenti di cento volte l'importare del tributo prediale di cadun lotto; ed alle condizioni inserte nel relativo avviso d'asta o bando venale delli 13 andante mese; e venne fissata l'udienza delli 8 prossimo venturo marzo, al mezzodì preciso per l'incanto.

Designazione degli stabili a subastarsi situati sul territorio di Cervere.

Lotto 1. Prato nella regione Piana di Grinzano, parte del num. 748 della mappa, di are 36, cent. 58, (tav. 96), posseduto da Giovanni Antonio Gamba residente in Fossano.

Lotto 2. Alteno nella regione Pascolo, al numero di mappa 245, di are 22, cent. 10 (tav. 58), posseduto dalle signore Lorenzina e Deodata sorelle Toselli, la prima moglie del signor Alessandro Vivalda residenti in Cervere.

Lotto 3. Campo nella suddetta regione Pascolo, alli numeri di mappa 209 e 216, di are 36, cent. 20 (tav. 95), posseduto dalli Antonio e Giuseppe fratelli Norando residenti in Cervere.

Lotto 4. Bosco nella regione Abiò, al numero di mappa 1594, di are 23, cent. 15 (tav. 66), posseduto da Matteo Daniele residente in Cervere.

Lotto 5. Prato nella regione Grinzano, parte del num. 419 della mappa, di are 19, cent. 5 (tav. 50), posseduto dalli Antonio e Giuseppe fratelli Norando già sovranominati, residenti in Cervere,

Lotto 6. Casa, corte e sito nella regione suddetta Grinzano, parte del numero di mappa 422, della superficie di are 2, cent. 2 (tav. 23, piedi 8), posseduti dal signor canonico don Guglielmo Gamba residente in Fossano.

Lotto 7. Campo nella regione Pascolo, alli numeri di mappa 202, 210 e parte del n. 203, di ett. 1, are 27, cent. 64 (giornate 3, tav. 35), posseduto da Giovanni Calcagno residente in Fossano.

Lotto 8. Campo nella reg. Veggio ossia Via di Fossano, al num 563 della mappa, di are 21, cent. 76 (tav 65), tuttora accolonnato al suddetto in ora defunto Giorgio Bruno, residente in suo vivente in Marene.

Saluzzo, 15 gennaio 1864.

G. Rolando p. c.

514 TRASCRIZIONE.

Il 23 gennaio 1864 si trascrisse in Ivrea al vol 30, art. 30, l'atto 14 stesso mese ricevuto Ghilia, col quale i signori Galenga medico Antonio fu Angelo e Stella Michele fu Domenico, domiciliati a Castellamonte, vendettero alla ditta Galeazzo e Compagnia stabilita in Castellamonte, gl'infradescritti stabili in territorio di Castellamonte, cioè:

Regione Burgo, fabbrica e giardino, num. 2258 di mappa, di are 40, 13, coerenti il navilio, eredi Gallo, Berolatto e strada provinciale.

Regione Viale, vigna e bosco, num. 7012, 7013, 7016, di are 81, 53, coerenti il ritano, eredi Talentino, Pagliero.

Regione Travata, bosco, num. 5029 parte, di are 17, 14, coerenti Stella, Pagliero.

Regione medesima, bosco, n. 4933 parte, di are 19, 78, coerenti Pagliero, Nigra, strada vicinale.

Torino, 30 gennaio 1864.

Ghilia Giuseppe not.

567 REINCANTO

Il notaio Giovanni Battista Ceppi alla residenza di Brusasco, notifica al pubblico, che in seguito all'aumento del decimo fatto dal signor Giuseppe Barberis fu Antonio di Verrua-Savoia al secondo lotto degli stabili proprii del signor Luigi Palmaro fu Francesco, nato a Casale e domiciliato a Verrua-Savoia, posti sulle stesse fini e deliberati per L. 4200 con atto 12 corrente alla ditta Salvador e Callman fratelli Sacerdote di Chieri, procederà ad un nuovo e definitivo incanto alle ore 10 mattutine delli 23 prossimo febbraio per la vendita dei seguenti stabili in un sol lotto, sul prezzo offerto dal Barberis di L. 4620, alle condizioni di cui nel relativo bando, perizia Moletti, ed atto di richiesta per vendita, il tutto visibile presso il notaio sottoscritto.

Descrizione degli stabili.

1 Prato, campo e bosco, regione Alla Foglia, consorti il num. 4 del primo lotto, Felice Fontana, Francesco Feidella, la strada e la parrocchia, di are 91, 2;

2. Campo, stessa regione, consorti Olivetti Luigi, la strada e li beni parrocchiali, di are 27, 21;

3 Vigna e campo, regione alla Nissola, consorti la strada vicinale, li fratelli Rivalta, la parrocchia ed il num. 3 del primo lotto, di are 73, 73.

4 Campo vignato, regione Rivalta, consorti Giuseppe Gianipero, la strada comunale ed il num. 2 del primo lotto, di are 13, 08.

Brusasco, 30 gennaio 1864.

G. B. Ceppi.

Torino — Tip. G. Favale e Comp.